



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
59140 Dunkerque

ASSOCIATION FEDERATION ATMO FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
ASSOCIATION FEDERATION ATMO FRANCE
7 rue Crillon - 75004 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
59140 Dunkerque

ASSOCIATION FEDERATION ATMO FRANCE

7 rue Crillon - 75004 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association FEDERATION ATMO FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FEDERATION ATMO FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 3. Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022-06 » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment sur la comptabilisation des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dunkerque, le 13 mai 2026

KPMG S.A.

Benjamin Fayeulle

Commissaire aux comptes

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENTS (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	66 291	61 581	4 710	0
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	66 291	61 581	4 710	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	70 601	38 400	32 201	4 256
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	70 601	38 400	32 201	4 256
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	10 345		10 345	345
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	10 345		10 345	345
Total II	147 237	99 981	47 256	4 601
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	83 734	6 638	77 096	364 093
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	105 049		105 049	163 164
Charges constatées d'avance				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	406 029		406 029	110 757
Total III	594 812	6 638	588 174	638 014
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	742 049	106 619	635 430	642 615

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	205 475	138 010
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	205 475	138 010
Report à nouveau	30 745	30 745
Report à nouveau	30 745	30 745
Excédent ou déficit de l'exercice	79 791	67 465
Situation nette (sous total)	316 011	236 220
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	316 011	236 220
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	70 104	160 067
Total II	70 104	160 067
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	121 153	65 893
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	117 276	141 687
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 028	3 747
Produits constatés d'avance	9 857	35 000
Total IV	249 315	246 327
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	635 430	642 614

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	577 681	406 881
Ventes de biens et services	27 712	14 277
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service		
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	186 608	169 000
Concours publics et subventions d'exploitation	186 608	169 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	129 483	34 515
Autres produits (parts des subventions reversées aux AASQA)	5 878	
Total I	927 362	624 673
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	282 243	200 423
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	5 464	1 167
Salaires	296 232	232 677
Cotisations sociales	110 208	79 369
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 344	1 444
Dotations aux provisions	6 638	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	39 520	41 000
Autres charges	97 101	
Total II	848 750	556 080
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	78 613	68 593
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 178	31
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	1 178	31
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 178	31
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	79 791	68 624
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		1 159
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	1 159
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	928 540	624 704
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	848 750	557 239
EXCEDENT OU DEFICIT	79 791	67 465
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	358 421	293 979
TOTAL	358 421	293 979
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	358 421	293 979
TOTAL	358 421	293 979

Annexe aux états financiers

Exercice comptable 2025

➤ Introduction

Créée en 2000 par les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA), la Fédération Atmo France est une association régie par la loi 1901 qui poursuit un objectif d'intérêt général : contribuer, aux côtés des autres acteurs nationaux, à doter la France d'un dispositif assurant la surveillance de la qualité de l'air et l'évaluation des actions visant à l'améliorer.

Elle fédère un réseau de 18 Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA – 1 par région administrative dans l'hexagone et en outre-mer) et 1 Association de Surveillance de la Qualité de l'Air (ASQA) située en Nouvelle-Calédonie. En effet, au vu du statut politique particulier de la Nouvelle-Calédonie, la loi LAURE et l'ensemble du corpus réglementaire hexagonal relatif à la qualité de l'air ne s'y appliquent pas.

Les missions de la Fédération sont :

- Animer le réseau des AASQA ;
- Dynamiser leurs actions de mutualisation ;
- Identifier les grands enjeux liés à l'air et prendre part aux débats ;
- Contribuer à la diffusion de l'information et conduire des actions de sensibilisation auprès des différents acteurs nationaux (préfets, élus, Ministères...) ;
- Représenter et promouvoir les AASQA.

➤ **Éléments notables au cours de l'exercice**

1. Surveillance des pollens

Dans le cadre de la surveillance des pollens et suite à la cessation d'activité du Réseau National de Surveillance Aérobiologique (RNSA), Atmo France a saisi l'opportunité de racheter les actifs de cet organisme. Ainsi, Atmo France a immobilisé en 2025 pour près de 45 000 € d'actifs (capteurs, sites, marques et noms de domaines).

2. Transfert du GIE

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 novembre 2025, il a été décidé du transfert des activités du GIE SynAIRGIE à la fédération Atmo France au 01/01/2026. Cette décision n'a aucun impact sur l'exercice 2025

➤ Etats financiers

Les états financiers de la Fédération Atmo France pour l'exercice ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre 2025 présente les caractéristiques suivantes :

Total du bilan	635 430 €
Produit d'exploitation	927 263 €
Montant du résultat	79 791 €

Les notes et les tableaux présentés dans cette annexe font partie intégrante des comptes annuels.

➤ Règles et méthodes

1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan
- Le compte de résultat
- L'annexe

2. Méthode générale

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2023-03 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 applicable au 1er janvier 2025 et selon les hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022 06

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022 06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ainsi que le règlement 2023-03.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122 1 et 831 3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application du règlement ANC n°2022 06 génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.

TABEAU DE RECLASSEMENT DES POSTES N (PRÉSENTATION SELON ANC 2022-06)

Poste concerné (ancien modèle)	Montant N selon ancien format	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet)	Montant après reclassement
Transferts de charges	00	Reclassés selon la nature de l'opération	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions / Autres produits / Production vendue / Salaires (selon le cas)	00
Produits de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles (en produits exceptionnels)	00	Reclassées en produits d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	00

Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées (en charges exceptionnelles)	00	Reclassées en charges d'exploitation	Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	00
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (en produits exceptionnels)	00	Reclassées en produits d'exploitation	Subventions	00
Charges constatées d'avance	00	Présentées en "Créances – Charges constatées d'avance"	Actif circulant – Créances	00
Frais d'établissement	00	Présentés dans un poste spécifique hors immobilisations	Frais d'établissement	00
Avances et acomptes sur immobilisations	00	Regroupés avec les immobilisations en cours	Immobilisations en cours	00

4. Immobilisation et amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement. Les durées d'amortissements retenues sont les suivantes (en année) :

Immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels	1 an
Autres immobilisations incorporelles	3 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Sites internet	3 ans
Autres immobilisations corporelles	3 ans

Au 31 décembre 2025, les immobilisations se présentent comme suit :

Rubrique	Valeur brute à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	60 291 €	6 000 €	0 €	66 291 €
Immobilisations corporelles	32 601 €	38 000 €	0 €	70 601 €
Immobilisations financières	345 €	10 000 €		10 345 €
TOTAL	93 237 €	54 000 €	0 €	147 237 €

Au 31 décembre 2025, les amortissements se présentent comme suit :

Rubrique	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution d'amortissements de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	60 292 €	1 289 €	0 €	61 581 €
Immobilisations corporelles	28 345 €	10 055 €	0 €	38 400 €
TOTAL	88 637 €	11 344 €	0 €	99 981 €

5. Provisions

Au 31 décembre 2025, les provisions se présentent comme suit :

Rubrique	Provisions au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour risques et charges	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour dépréciation	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €

6. Etat des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Au 31 décembre 2025, l'échéances des créances et des dettes se présente comme suit :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé	10 345 €	10 000 €	345 €
Actif circulant	182 145 €	182 145 €	
TOTAL	192 490 €	192 145 €	345 €

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts				
Fournisseurs	121 153 €	121 153 €		
Dettes fiscales et sociales	117 276 €	117 276 €		
Autres dettes	1 028 €	1 028 €		
Produits constatés d'avance	2 000 €	2 000 €		
TOTAL	241 457 €	241 457 €		

7. Variation des fonds propres

	31/12/2024	+	-	31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	138 010 €	67 465€		205 475 €
Report à nouveau	30 745 €			30 745 €
Excédent ou déficit de l'exercice	67 465 €	79 791 €	67 465 €	70 791 €
Situation nette	236 220 €	147 256€	67 465€	307 011 €
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provision règlementées				
TOTAL	236 220 €	147 256 €	67 465€	307 011 €

8. Variation des fonds dédiés

Projet	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation de fonds dédiés	Transfert entre fonds dédiés	Solde à la fin de l'exercice	Fonds dédiés sans dépense depuis 2 ans
Subventions projet AQAMETHA	50 000 €	0 €	50 000 €	0 €	0 €	0 €
Interpollen	26 000 €	0 €	25 416 €	0 €	584 €	0 €
Fiches solutions mobilités	49 067 €	0 €	49 067 €	0 €	0 €	0 €
Revision guide PCIT	35 000 €	30 000 €	5 000 €		60 000 €	35 000 €
Promethair	0 €	9 520 €	0 €		9 250 €	
TOTAL	160 067 €	39 520 €	129 483 €	0 €	69 834 €	35 000 €

9. Ressources

Les ressources de la Fédération Atmo France se composent :

- Des cotisations des AASQA ;
- De la subvention du Ministère de la Transition écologique pour notre mission de représentation et de coordination des AASQA ;
- De subventions dans le cadre de projets portés par Atmo France pour les AASQA ;
- De refacturations aux AASQA qui sont, pour la plupart des avances de frais effectuées par la Fédération et réparties entre AASQA dans un souci d'échelle.

Ressources	2024	2025
Cotisations des AASQA	406 301 €	577 681 €
Subvention MTECT	135 000 €	140 000 €
Emploi aidé	0	0 €
Autres subventions	35 000 €	46 608 €
Refacturations	14 277 €	27 712 €
TOTAL	590 578 €	792 001 €

10. Effectif

Au 31 décembre, en personnes physiques

	2024	2025
Cadres	4	6
ETAM	1	1
TOTAL	5	7

	2024	2025
Femmes	5	6
Hommes	0	1
TOTAL	5	7

	2024	2025
CDI	4	6
CDD/apprentissage	1	1
TOTAL	5	7

11. Contribution volontaire en nature

Sur l'exercice 2025, les contributions volontaires en nature des AASQA s'élèvent à 358 421€ selon le détail suivant :

AASQA	Instances 6010	Projets et GT 6020	Sous-total AASQA
AtmoSud	23 499,00 €	21 415,00 €	44 914,00 €
Air PL	- €	39 624 €	39 624,00 €
Airparif	32 408,00 €	44 843,00 €	77 251,00 €
ATMO GE	4 800,00 €	16 601,00 €	21 401,00 €
Atmo AuRA	44 782,00 €	- €	44 782,00 €
Atmo BFC	9 388,00 €	7 645,00 €	17 033,00 €
Atmo NA	5 436,46 €	1 847,70 €	7 284,16 €
Atmo Normandie	1 453,00 €	12 697,00 €	14 150,00 €
Atmo Réunion	6 709,00 €	2 644,00 €	9 353,00 €
Lig'Air	1 518,00 €	33 533,00 €	35 051,00 €
Madinair	3 140,00 €	23 803,00 €	26 943,00 €
Qualitair Corse	4 831,00 €	15 804,00 €	20 635,00 €
TOTAL	137 964 €	220 457 €	358 421 €

Les contributions volontaires en nature correspondent aux participations et contributions des membres des AASQA. Conformément au plan comptable analytique des AASQA et sur la base de leurs déclarations, nous distinguons deux types de contributions volontaires :

- **La participation aux réunions d'instances et commissions d'ATMO France :**
Il correspond au temps passé aux réunions telles que le Bureau ou la commission stratégique ainsi que le temps de préparation à ces réunions par les membres de nos AASQA adhérentes ;
- **Les contributions aux groupes de travail et projet :**
Il s'agit de comptabiliser le temps de travail sur les projets d'intérêt national ainsi que le temps consacré aux différents groupes de travail nationaux.